



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 15 mai 2025

Le Mexique a attiré 21,4 Mds USD d'investissement direct étranger (IDE) au T1 2025, enregistrant un nouveau record historique selon les données préliminaires du ministère de l'Économie.

LE CHIFFRE A
RETENIR

21,4 Mds USD

IDE à destination du
Mexique au T1 2025

Ce volume représente une hausse de 5,4 % g.a. et s'inscrit dans une tendance de croissance soutenue, après 20,3 Mds USD au T1 2024 et 18,6 Mds USD au T1 2023.

À l'échelle annuelle, le Mexique avait déjà enregistré un afflux record de 36,9 Mds USD en 2024, confirmant son attractivité dans un contexte international incertain.

Cette dynamique contraste avec la tendance mondiale, marquée par un recul de 8 % des IDE en 2024 (hors flux financiers via les économies de transit), d'après la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED).

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le Mexique a vu sa part de marché dans les importations américaines reculer de 2 points de pourcentage au T1 2025, à 13,8 %, malgré une progression de 9,6 % g.a. de ses exportations vers les États-Unis. Ce recul, l'un des plus marqués depuis plusieurs années, s'explique par l'entrée en vigueur en mars de nouveaux droits de douane, notamment une taxe de 25 % sur les produits non conformes à l'accord du T-MEC, qui a profondément modifié les flux commerciaux. Face à ce durcissement tarifaire, les entreprises ont massivement eu recours à des régimes fiscaux alternatifs : seuls 9,9 % des biens mexicains importés ont transité via le T-MEC en mars (contre 45 % en début d'année), tandis que le tarif moyen appliqué aux produits mexicains a bondi à 8,2 %, contre 3,0 % précédemment. Les pertes de part de marché se concentrent dans les secteurs de l'automobile, de l'agriculture et de l'énergie, qui expliquent près des deux tiers du recul, tandis que les exportations de produits informatiques ont progressé. Le Mexique reste un fournisseur stratégique dans plusieurs branches : il représente encore 46,2 % des importations américaines de pièces automobiles, 41,6 % dans les boissons et 38,7 % dans les équipements informatiques. Toutefois, sa concentration sectorielle reste élevée : 75 % des exportations vers les États-Unis proviennent de seulement 17 branches sur 106. En parallèle, la Suisse (+5,1 pdp) et l'Irlande (+3,4 pdp) ont fortement gagné en part de marché, portées respectivement par la demande d'or et de produits pharmaceutiques. Les données du deuxième trimestre, attendues en juin, permettront de confirmer l'ampleur de ces ajustements commerciaux dans un contexte où les tensions commerciales sino-américaines et la politique tarifaire américaine continuent de remodeler les chaînes de valeur.

La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a salué la baisse du taux d'imposition sur les envois des fonds (remesas) aux États-Unis, ramené de 5 % à 3,5 % dans le cadre du nouveau paquet budgétaire adopté par la Chambre des représentants. Cette mesure, encore soumise à l'approbation du Sénat américain, représente un allègement significatif pour les familles mexicaines dépendantes des transferts de fonds, qui constituent une source de revenus équivalente à près de 3 % du PIB du pays. Lors de sa conférence matinale, Claudia Sheinbaum a rappelé que le Mexique avait été le seul pays à mener un effort diplomatique actif contre cette taxe, en insistant sur son caractère discriminatoire et contraire aux traités bilatéraux interdisant la double imposition. Elle a remercié l'ambassadeur mexicain aux États-Unis - Esteban Moctezuma, les sénateurs mexicains mobilisés à Washington ainsi que les communautés d'expatriés, dont les campagnes sur les réseaux sociaux ont amplifié la pression politique. L'exécutif mexicain entend poursuivre ses démarches afin d'obtenir à terme l'élimination complète de cette taxe, qui touche non seulement le Mexique mais également plusieurs pays d'Amérique centrale, où les *remesas* peuvent représenter jusqu'à 20 % du PIB. Le débat sur le texte

budgétaire devrait se poursuivre au Sénat dans les prochaines semaines, avec un vote attendu avant la fête de l'Indépendance des États-Unis, le 4 juillet prochain.

L'économie mexicaine aurait enregistré une croissance nulle en avril, d'après les données préliminaires de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI). L'économie se serait ainsi légèrement redressée après une contraction de -0,2 % g.m. en mars, bien que les activités secondaires et tertiaires, qui représentent près de 97 % de l'activité économique totale, aient toutes deux enregistré une contraction de -0,1 % g.m.. Le taux de croissance en variation annuelle serait de 0,7 % et aurait été soutenu par la résilience des activités tertiaires, enregistrant une croissance de 1,5 % g.a. tandis que les activités secondaires se seraient contractées de 0,8 % g.a.. Pour rappel, le Mexique a échappé à une récession technique au T1 2025 en enregistrant une croissance positive de 0,2 % g.t. mais le FMI prévoit une contraction du PIB de -0,3 % pour 2025. De son côté, le gouvernement continue de tabler sur une prévision de croissance optimiste – comprise entre 1,5 et 2,3 %.

L'inflation enregistrée au cours de la première quinzaine de mai a rebondi à 4,22 % g.a., se situant pour la première fois depuis le début de l'année en dehors de la fourchette cible de la Banque centrale (3 % $\pm$ 1 pp). L'inflation enregistrée, en nette hausse depuis la précédente quinzaine (3,90 % g.a.), a atteint son plus haut niveau depuis la première quinzaine de décembre dernier (4,44 % g.a.). L'inflation sous-jacente, qui élimine de son calcul les biens et services dont les prix sont plus volatils, s'est établie à 3,97 % g.a. au cours de la période, tirée à la hausse par les prix de services (+4,49 % g.a.) tandis que les prix des marchandises se sont élevés à 3,51 % g.a.. De son côté, l'inflation non sous-jacente a atteint 4,78 % g.a., contre 3,57 % g.a. quinze jours plus tôt, en raison de la forte hausse des prix des produits de l'élevage (+10,25 % g.a.) tandis que les prix des fruits et légumes continuent de baisser (-1,22 % g.a.). Alors que, la semaine dernière, la Banque centrale du Mexique (Banxico) a abaissé son taux d'intérêt directeur de 50 points de base pour la troisième fois consécutive de l'année, l'augmentation des pressions inflationnistes depuis le mois de février, pourrait remettre en cause la poursuite du cycle d'assouplissement monétaire.

Sectoriel

La Chambre de commerce sino-mexicaine signale que les investissements chinois au Mexique ont augmenté de 46 % depuis 2023, pour atteindre 11,9 Mds USD, et qu'ils pourraient être stimulés par le *Plan México*. Selon la Chambre, les investissements ont été stimulés par la recherche d'une plus grande complémentarité dans la fabrication de pièces automobiles et des composants manufacturiers, conformes aux normes d'intégration régionale pour répondre à la demande du marché américain. Cesar Fragozo Lopez, vice-président de la Chambre de commerce sino-mexicaine, souligne que les investisseurs asiatiques ont l'intention de continuer à investir au Mexique en faisant preuve de pragmatisme et en s'adaptant aux règles d'exportation – y compris les règles

d'origine - pour répondre à la demande nationale et nord-américaine. Selon Cesar Fragozo Lopez, les annonces d'investissements chinois de cette année s'élèveraient à 3,8 Mds USD pour un total de 30 projets dans les États de Nuevo León, Michoacán, Jalisco, Tamaulipas et Aguascalientes, notamment dans les secteurs liés aux infrastructures et à la mobilité. Il précise que « *le Plan México, avec plus d'un millier de projets d'une valeur de 277 Mds USD, est l'occasion de définir des plans d'expansion des investissements chinois [...] en particulier dans le secteur manufacturier où il peut y avoir une complémentarité pour la fourniture de biens à des prix compétitifs à l'industrie américaine* ». Le vice-président de la Chambre de commerce sino-mexicaine a outre salué la proposition du ministre de l'Economie, Marcelo Ebrard, d'avancer la revue du T-MEC au deuxième semestre de 2025, rappelant que se conformer aux règles du T-MEC et restaurer la confiance des investisseurs était essentiel pour tirer parti de la conjoncture.

Finances publiques

D'après une étude du think tank *México Evalúa*, les recettes fiscales prélevées sur l'entreprise nationale pétrolière Pemex auraient augmenté de près de 19 % g.a. au T1 2025 mais resteraient inférieures de 30 % à l'objectif fixé. Cependant, les revenus pétroliers auraient chuté de 13,8 % et aurait été inférieurs de 5,2 Mds USD au montant prévu, ce quoi s'expliquerait par une faible production d'hydrocarbures (1,69 M de barils par jour), inférieure de 9,4 % à l'objectif fixé. México Evalúa souligne qu'entre 2019 et 2025, les revenus totaux provenant de l'exploitation pétrolière auraient diminué de 5,5 %, avec un impact différencié entre le gouvernement fédéral dont les revenus auraient subi une réduction de 55,5 % au cours de cette période et Pemex qui aurait vu ses revenus augmenter de 84,1 %. La croissance des revenus de Pemex serait due au fait qu'au cours des dernières années, la compagnie pétrolière nationale a bénéficié de réductions de sa charge fiscale, ainsi que de transferts financiers de l'Etat pour payer ses obligations contractuelles. Parallèlement à la hausse affichée des recettes fiscales prélevées sur la compagnie nationale pétrolière au T1 2025, cette dernière aurait continué à bénéficier de transferts financiers du gouvernement au T1 2025. Au cours de cette période, Pemex aurait utilisé 59 %, soit 4 Mds USD de la ligne budgétaire de 7 Mds USD approuvée par le Congrès pour l'aider à s'acquitter de ses dettes.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	22/05/2025
Bourse (IPC)	1,60%	3,18%	58 568,01 points
Change MXN/USD	-1,28%	16,09%	19,30
Change MXN/EUR	0,05%	21,06%	21,78
Prix du baril mexicain	-1,57%	-21,05%	58,46

Amérique centrale

Belize

Lors de son discours sur le budget 2025-2026, le Premier ministre John Briceño a présenté une stratégie budgétaire visant à réduire le ratio de la dette publique au PIB du Belize à 50 % d'ici 2029. Alors que la dette publique a diminué à environ 60 % du PIB, de nouvelles réductions seront difficiles en raison de la volatilité des taux d'intérêt mondiaux et des limites de croissance du PIB. Le gouvernement prévoit de maintenir un excédent budgétaire primaire de 1,5 à 2,0 % du PIB et de répondre aux besoins de financement, qui s'élèvent en moyenne à 7,5 % du PIB, grâce à des remboursements structurés d'obligations bleues (*blue bonds*), à une discipline budgétaire et à une réduction des emprunts intérieurs à court terme. Un cadre budgétaire à moyen terme, incluant les risques de catastrophe, sera publié pour renforcer la transparence et la confiance des investisseurs.

Costa Rica

Le Costa Rica a sollicité auprès du FMI l'accès à une ligne de crédit flexible (FCL) d'un montant de 1,5 Md USD, un instrument de précaution mis à disposition des pays présentant des antécédents économiques solides. Cette ligne vise à offrir un accès rapide à des ressources financières en cas de chocs externes, de ralentissements économiques chez les partenaires commerciaux, de tensions géopolitiques ou de sorties de capitaux des marchés émergents. Le ministre des Finances, Nogui Acosta, a affirmé que le Costa Rica souhaite utiliser ce crédit à titre préventif, soulignant son approche prudente face aux incertitudes économiques mondiales actuelles. Le recours à la FCL pourrait accroître la crédibilité du Costa Rica sur les marchés internationaux, en rassurant les investisseurs sur sa stabilité macroéconomique. Le FMI a reconnu les efforts continus du pays en matière de rigueur budgétaire, de stabilité monétaire et de gestion prudente de la dette publique. Le conseil d'administration du FMI devrait examiner la demande du Costa Rica dans les prochaines semaines.

Le gouvernement des États-Unis a pointé six obstacles commerciaux avec le Costa Rica jugés « irritants », dans le rapport National Trade Estimate (NTE). Ces barrières concernent des domaines clés du commerce bilatéral et pourraient avoir des implications économiques significatives pour le pays. Les États-Unis ont souligné que (i) le Costa Rica appliquait une taxe sélective basée sur le pourcentage d'alcool par litre, avec des taux plus élevés pour les boissons importées dépassant 30 % d'alcool, favorisant ainsi les produits nationaux ; (ii) la législation costaricienne permet l'attribution de contrats sans appel d'offres à des entités publiques, ce qui désavantagerait les entreprises étrangères, notamment dans les secteurs des technologies de l'information, des télécommunications et des assurances ; (iii & iv) les retards dans l'émission de permis par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage pour les produits agricoles importés, tels que les pommes de terre, entravent l'accès au marché costaricien (ces retards sont considérés comme des barrières sanitaires et phytosanitaires pour les États-Unis) ; (v) les acteurs qui exportent des produits d'origine animale vers le Costa Rica doivent répondre à des questionnaires détaillés qui exigent la divulgation d'informations non pertinentes et commercialement exclusives, selon le rapport américain ; (vi) des préoccupations concernant le piratage en ligne et la protection des droits de propriété intellectuelle pourraient dissuader les investissements étrangers. Pour rappel, les États-Unis – qui représentent près de 47 % des exportations totales costariciennes – imposent un droit de douane de 10 % sur les importations en provenance du Costa Rica. Le gouvernement costaricien a exprimé son intention de dialoguer avec les autorités américaines pour résoudre ces différends et atténuer les impacts économiques potentiels.

El Salvador

Le Conseil industriel du Salvador, dirigé par l'Association salvadorienne des industriels (ASI), vise à attirer 1 Md USD d'investissements au cours des quatre prochaines années. L'ASI a fixé cinq défis stratégiques pour les quatre prochaines années : (i) la création de 400 nouvelles entreprises industrielles axées sur les marchés des États-Unis et de l'Amérique centrale ; (ii) la création de 40 000 emplois hautement qualifiés ; (iii) l'attraction d'1 Md USD d'investissements industriels ; (iv) une augmentation annuelle de 8 % des exportations ; (v) et le doublement du PIB industriel.

Guatemala

Le Guatemala est devenu actionnaire de la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF). Le ministère des Finances a annoncé que cet actionnariat facilitera l'accès au financement de projets d'infrastructure, de développement social et de renforcement institutionnel. Cette décision vise à diversifier les sources de crédit au-delà de la BID et de la Banque mondiale. Le gouvernement espère que cette nouvelle alliance accélérera l'exécution de projets clés dans les domaines de l'énergie, des transports et de l'environnement. La mesure a été bien accueillie par les secteurs économiques, bien que les analystes avertissent qu'elle devrait être accompagnée d'une plus grande transparence dans l'exécution du budget afin d'éviter d'éventuels actes de corruption.

Le gouvernement guatémaltèque et la BCIE ont présenté l'état d'avancement du programme d'investissement de 312,1 M USD dans les infrastructures et les équipements hospitaliers. La construction de cinq nouveaux hôpitaux vise à transformer l'accès aux services médicaux, avec une couverture sur plus de 6,6 millions de personnes dans tout le pays. Le programme comprend la construction, l'équipement et la mise en service de cinq centres hospitaliers. Le programme représente un investissement total de 312,1 M USD. Sur ce montant, 193,2 M USD sont financés par la BCIE (dont 79 M USD de la République de Corée, pays partenaire extra-régional de la Banque) et 118,9 M USD par le gouvernement guatémaltèque. Enfin, la présidente exécutive de la BCIE a rappelé que la Banque a financé plus de 2 Mds USD dans le secteur de la santé au cours des 15 dernières années, soutenant la construction de plus de 10 hôpitaux dans des pays tels que le Salvador, le Costa Rica, le Nicaragua, le Honduras et le Panama.

Les recettes en devises provenant des exportations auraient augmenté de 10,7 % g.a. au T1 2025, portées par le café et les textiles. Selon les données de la Banque centrale du Guatemala (Banguat), les exportations totalisent 4 Mds USD sur la période. Le café est le principal produit d'exportation du Guatemala avec un revenu de 429 M USD (10,6 % du total), suivi par les articles d'habillement avec 354,5 M USD (8,8 %) ; le sucre 335,4 M USD (8,4 %) ; les bananes avec 223,4 M USD (5,6 %), et les fruits frais, séchés ou congelés avec 171,3 M USD (4,3 %). Les principales destinations des exportations guatémaltèques ont été les marchés d'Amérique centrale avec 1,4 Md USD, soit 33,9 % du total des devises, suivis par

les États-Unis, vers lesquels ont été envoyés des produits d'une valeur de 1,3 Md USD, soit 31,8 %.

Honduras

Le Honduras a réduit son déficit commercial de 19,5 % g.a. au T1 2025. Selon la Banque Centrale du Honduras (BCH), les exportations de biens ont totalisé 3,2 Mds USD, soit une augmentation 17,9 % g.a. Ce résultat est porté par les ventes de café, qui ont été stimulées par une augmentation historique des prix internationaux, associée à une augmentation du volume exporté. Les importations ont totalisé 4,5 Mds USD, soit une augmentation de 137,5 M USD, principalement dans le domaine des marchandises générales, en particulier les fournitures industrielles, les biens de consommation, les biens d'équipement et les aliments et boissons. L'Amérique du Nord a absorbé 52,6 % des exportations honduriennes, soit 1,7 Md USD, et représente 40,5 % de ses importations, soit 1,9 Md USD. Les États-Unis restent la première destination des exportations honduriennes (46,7 % du total), qui comprennent des vêtements, des produits automobiles et des produits agricoles tels que le café et les bananes. En outre, les États-Unis sont le plus grand fournisseur du Honduras (34,3 % du total), en particulier d'intrants pour l'industrie des *maquilas*, de carburants, de véhicules et de denrées alimentaires

Le Honduras a reçu 3,6 Mds USD d'envois de fonds (*remesas*) en avril 2025, soit une hausse de 20,5 % g.a. Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), les *remesas* du T1 2025 représentent 49,6 % du total des recettes en devises (7,2 Mds USD). La performance économique au cours de l'année dépendra dans une large mesure de ces flux, très dynamiques au T1 2025, générés avant tout, par les envois de fonds internationaux, l'augmentation des exportations et les prix historiques du café.

Nicaragua

Le Nicaragua affiche une bonne stabilité budgétaire et des réserves internationales solides, selon un rapport du ministère des Finances. Le budget 2025 prévoit environ 4,33 Mds USD de revenus (20,8 % du PIB) et 4,21 Mds USD de dépenses (20,2 % du PIB), avec un excédent global estimé à 128,5 M USD (0,6 % du PIB). Un ajustement budgétaire de 2,49 M USD a été intégré, financé par des dons et prêts externes, pour un financement externe net de 297,3 M USD. Entre janvier et avril 2025, les recettes ont atteint 1,3 Md USD, soit 30,6 % du budget annuel, en hausse de 15,4 % g.a., grâce à une forte collecte fiscale de 1,25 Md USD et à un environnement macroéconomique favorable.

Panama

Selon le ministère de l'Économie (MEF), le Panama aurait enregistré un déficit budgétaire de 2,35 % du PIB au T1 2025, en hausse de 0,47 points de pourcentage

par rapport au T1 2024. Cette dégradation résulterait d'une augmentation des dépenses courantes (+25 % g.a.) et d'un alourdissement du service de sa dette (+20,5 % g.a.). Par ailleurs, les recettes courantes auraient été inférieures aux prévisions budgétaires : elles s'élèvent à 2,56 Mds USD entre janvier et avril 2025, affichant un manque à gagner de 181 M USD sur la période, selon la Direction générale des recettes (DGI). Toutefois, la DGI souligne que ces recettes restent supérieures à celles observées entre les mois de janvier et avril 2024 et attribue ces résultats à une modernisation des mécanismes de contrôle et à la mise en place de la facturation électronique. Malgré ces progrès, certains acteurs, comme la banque américaine Barclays, expriment leur inquiétude face à cette faible performance budgétaire et anticipent un déficit annuel 2025 de 5 %, nettement supérieur aux 3,88 % estimés par le gouvernement panaméen.

Une grève contre la réforme de la Caisse de sécurité sociale (CSS) perturbe le secteur bananier, qui représenterait environ 16 % des exportations totales du pays en 2024. À Bocas del Toro, l'une des principales régions productrices de bananes, le groupe américano-suisse Chiquita Panama a annoncé la fermeture définitive de certaines plantations, invoquant l'impact prolongé des mouvements sociaux. Face à la montée des tensions, le président José Raúl Mulino se dit prêt à revoir la loi, bien qu'il considère qu'elle n'affecte pas directement le secteur. Il met toutefois en garde contre le risque de reproduire la situation de Puerto Armuelles, une ville devenue fantôme après le départ du groupe Chiquita, consécutif à des grèves et à des blocus répétés. Le bras de fer se poursuit avec les syndicats, qui réclament l'abrogation pure et simple de la réforme, estimant qu'elle menace leurs retraites et l'accès aux soins de santé. De son côté, le ministre des Finances a souligné les risques qu'entraînerait une remise en cause de la réforme de la CSS sur le versement des retraites.

Caraïbes

OECD (Organisation des Etats de la Caraïbe orientale)

La Commission de l'OECD a annoncé une contribution de 200 000 USD de Taïwan pour soutenir l'*Eastern Caribbean Solar Challenge*, une initiative destinée à renforcer les infrastructures énergétiques durables dans les Caraïbes orientales. Ce financement facilitera l'installation de systèmes photovoltaïques sur des bâtiments publics essentiels à Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Saint-Christophe-et-Niévès. L'objectif est de déployer au moins 5 MW de nouvelles capacités solaires de petite à moyenne taille d'ici 2025, contribuant ainsi à réduire les émissions de carbone, à diminuer la dépendance aux combustibles fossiles

importés et à renforcer la sécurité énergétique de la région. Cette initiative s'inscrit dans la « Décennie d'action pour le développement énergétique durable 2025-2035 » de l'OECO, qui promeut les solutions énergétiques renouvelables et vise à renforcer la résilience climatique de la région. Taiwan réaffirme son intérêt pour les Caraïbes alors que le sommet Chine-CELAC a permis de souligner la présence accrue de Pékin dans la région, avec des prêts dépassant 9 Mds USD accordés aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Antigua-et-Barbuda

Le Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, Gaston Browne, a exprimé son intention de contraindre les banques et entreprises privées à contribuer davantage au financement de l'éducation nationale, en réponse à leurs profits records. En effet, lors d'un débat parlementaire sur le projet de loi ABCAS (*Antigua and Barbuda College of Advanced Studies*), visant à fusionner quatre établissements d'enseignement supérieur pour en faire une seule institution nationale afin de moderniser et rationaliser le système éducatif, il a souligné l'importance de contribuer à l'éducation et aux autres services sociaux qui favorisent le développement du pays. Selon lui, les deux banques locales, ECAB et ACB, ayant dégagé un bénéfice cumulé de plus de 110 M USD l'an dernier, une contribution de 100 000 USD aux institutions éducatives apparaît comme un minimum symbolique. Le Premier ministre Browne envisage par ailleurs d'imposer légalement aux entreprises de consacrer au moins 5 % de leurs bénéfices au financement de secteurs stratégiques tels que l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'industrie manufacturière. Il a également proposé la création d'un fonds fiduciaire de 20 M USD destiné à soutenir l'ABCAS, avec pour objectif de générer un revenu annuel de 1,6 Md USD pour assurer son fonctionnement.

Cuba

Une nouvelle banque étrangère obtient l'autorisation d'opérer à Cuba. La Banque Centrale de Cuba (BCC) a annoncé avoir délivré une licence d'opérations à la banque canadienne Novabank S.A. Cette nouvelle institution financière, créée par Les Fonds Génération Nova Inc. et le groupe Noinvest Inc., les deux propriétés du groupe Lussier, offrira ses services uniquement aux personnes morales. Novabank S.A devient ainsi la première entité de ce type autorisée à travailler avec le secteur privé (coopératives non agricoles et PME). L'annonce intervient dans un contexte de manque de liquidités, où l'opacité, voire l'informalité dans l'accès des PME aux devises, constitue un défi majeur à surmonter. Il s'agit de la deuxième banque étrangère autorisée en moins d'un an, à opérer à Cuba. Précédemment, en 2024, la banque russe BCA NOVIKOMBANK avait également reçu l'autorisation pour

s'installer sur place, mais dont le service se limitait aux sociétés russes faisant des affaires avec l'île.

Jamaïque

Le Premier ministre jamaïcain, Andrew Holness, a inauguré le Morant Bay Urban Centre, un projet d'environ 38 M USD, visant à moderniser et stimuler l'activité économique de la commune (*parish*) de St-Thomas. Ce centre, construit sur un ancien site industriel, abrite des agences gouvernementales telles que le National Housing Trust (fonds gouvernemental en faveur de l'accès au logement) et la Jamaica Postal Corporation (service postal national), ainsi que des entreprises privées. Piloté par le ministère de la Croissance économique et de la Création d'emplois en partenariat avec China Harbour Engineering Company, ce projet s'inscrit dans un plan plus vaste, avec plus de 200 M USD investis dans l'amélioration des infrastructures routières et autres initiatives visant à renforcer l'accessibilité et l'attractivité de la région, a souligné Andrew Holness.

République Dominicaine

D'après la Banque centrale de République dominicaine (BCRD), l'économie dominicaine aurait généré 176 581 nouveaux emplois au cours des douze derniers mois, permettant d'atteindre un taux d'emploi record de 62,8 %. Les secteurs ayant le plus contribué à cette dynamique seraient la construction (+14,5 %), les zones franches industrielles (+11,3 %) et les services financiers (11,3 %). En outre, si cette tendance témoigne d'un redressement partiel de la demande domestique et des exportations, le tableau global doit être nuancé. Au T1 2025, 53,4 % de la population active travaille dans le secteur informel. Bien qu'il s'agisse du taux le plus bas jamais enregistré, l'informalité reste fortement présente dans les secteurs du commerce (26 %), la construction (15 %) et l'agriculture (13,7 %) limitant la productivité globale et la progression des recettes fiscales. Par ailleurs, les inégalités de genre se réduisent lentement comme en témoigne le taux d'occupation de 68,4 % pour les hommes et de 52,2 % pour les femmes. En clair, la qualité des emplois créés et la résorption de l'informalité demeurent des enjeux clés pour assurer une croissance inclusive et durable.

Selon un rapport du Centre d'études économiques et sociales de la Pontificia Universidad Católica Madre y Maestra (PUCMM), le secteur public non financier (SPNF) a enregistré un déficit global de 2 168 Mds DOP (≈ 36,8 Mds USD) entre 2000 et 2024. Ce déficit témoigne d'un déséquilibre budgétaire structurel dans le modèle économique dominicain. En 2000, le déficit du SPNF s'élevait à 4 526 Mds DOP (≈ 76,9 M USD), tandis qu'en 2024 il atteignait 233,3 Mds DOP (≈ 3,9 M USD) établissant un déficit annuel moyen de -2,7 % du PIB sur 24 ans. Ce déficit a principalement été alimenté par des subventions et des transferts budgétaires, qui totalisent 1,3 Mds DOP (≈ 22 M USD), soit 64 % du déficit accumulé. En parallèle, la pression fiscale, parmi les plus faibles de la région, n'a représenté en moyenne que 13,14 % du PIB entre 2000 et 2024, en raison des niveaux élevés de fraude, d'évasion

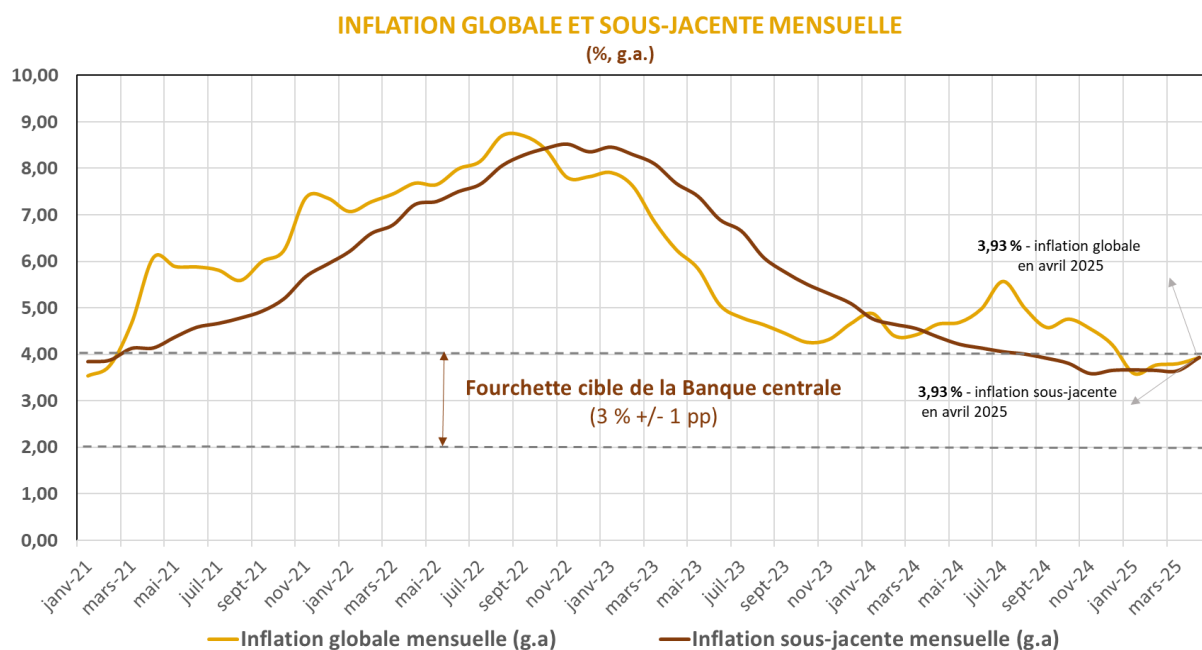
et d'exonération fiscales. Elle se manifeste notamment par un taux d'évasion de 43,58 % sur l'IBTIS (TVA), principal impôt du pays, entraînant en 2024 des pertes de recettes estimées à 289 726 M DOP ($\approx$ 6,1 M USD), soit 3,9 % du PIB. L'évasion de l'impôt sur le revenu (ISR) atteindrait, quant à elle, 60,43 %. Dans ce contexte, les économistes appellent à une réforme fiscale profonde, considérée comme une condition *sine qua non* pour restaurer la soutenabilité budgétaire et préserver la capacité d'investissement du pays.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone
Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

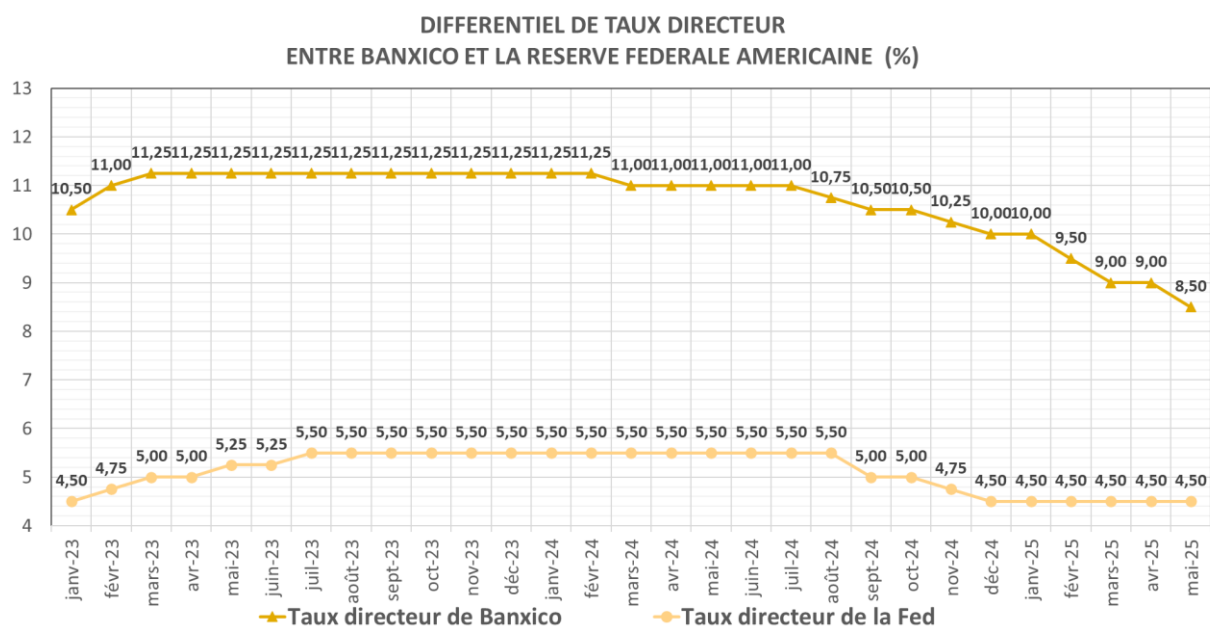
Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,5%	-0,3%	1,4%	60,7%	3,5%	8,50%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	4,00%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

- Annexe Graphique Mexique -



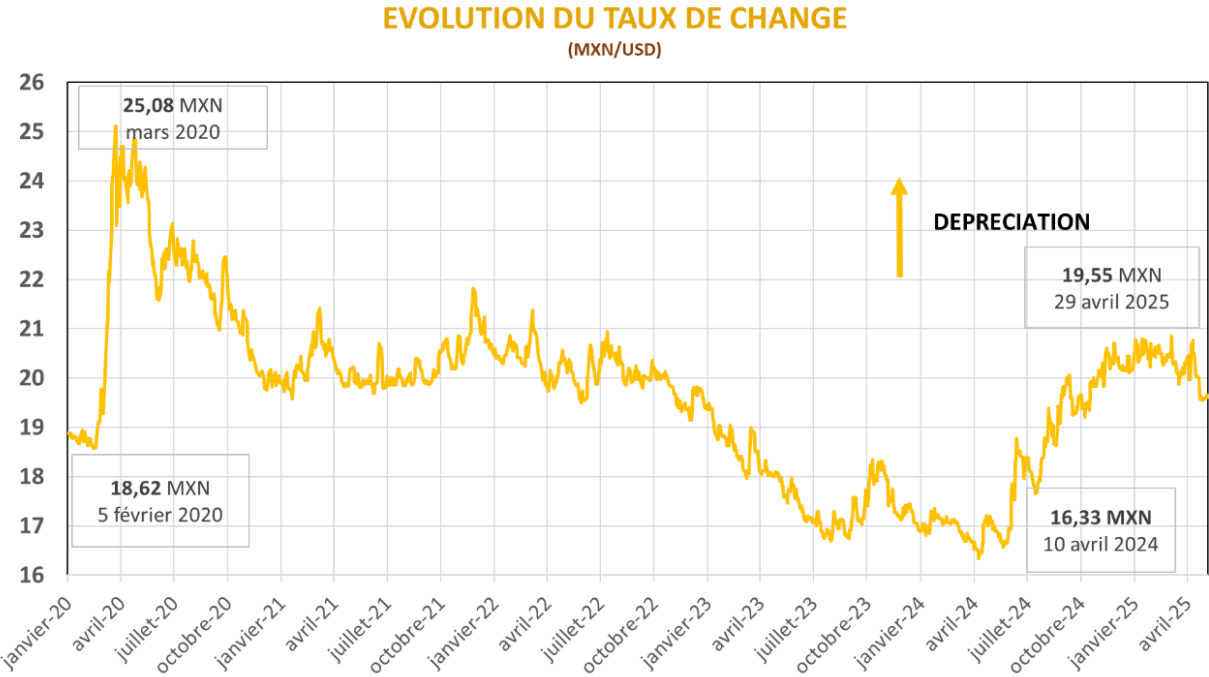
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique



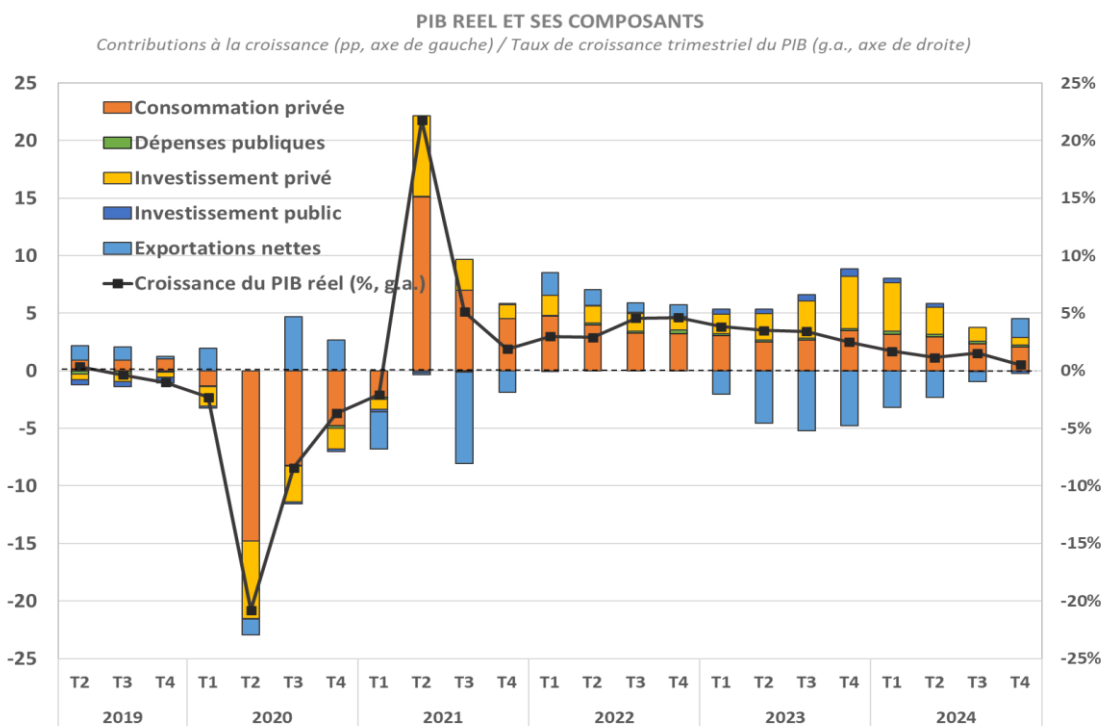
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400

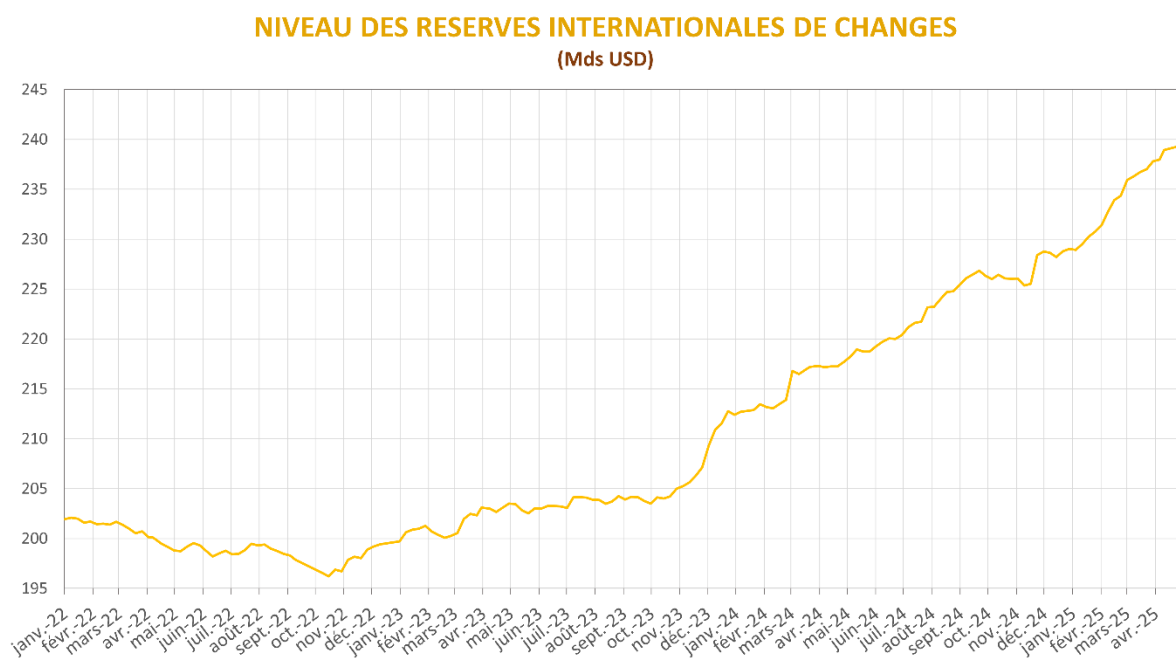
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr